Zeitschrift: Actio : un magazine pour l'aide à la vie
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 97 (1988)
Heft: 11-12

Artikel: Au-delà de la catastrophe, l'aide humanitaire doit continuer
Autor: Kücholl, Verena
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-682053

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

vous. Les organisations d'entraide ont suspendu leur 'food' (aide alimentaire n.d.l.r.) mais le ‹work› lui continue sans résultat et sans soutien! Les puits tarissent les uns après les autres, il faut continuellement de nouveaux forages. Quant au maraîchage, il ne peut être que saisonnier et la récolte qu'un appoint à celle des céréales toujours déficitaire. Les donateurs se sont lassés et l'enthousiasme des animateurs communautaires est retombé.»

Des éléments positifs

«Les habitants de Tilwatt ont une appréciation différenciée de leur situation nouvelle. Fatoumata Salek, une jeune femme de la communauté, se sent apte à assumer une responsabilité nouvelle: celle de la santé. Après avoir accompli plusieurs stages au sein de diverses organisations dans le cadre de divers programmes de santé (premiers soins, consultations prénatales, accouchement/nutrition, soins élémentaires), elle tente de mettre en pratique ses connaissances au bénéfice de la communauté. Elle dispose aujourd'hui d'un joli dispensaire et elle est assistée d'un infirmier, mais elle regrette le temps où, du matin au soir, elle passait de tentes en tentes pour s'enquérir des problèmes de santé des nomades et essayer de trouver des solutions. En l'écoutant, on décèle son attachement aux possibilités de promotion sociale que lui ouvre cette occupation nouvelle.»

Un personnage tragique

«En revanche, en parlant avec Mohamed Baye, beau vieillard à la barbe blanche, qui s'enorgueillissait de son troupeau de 1000 têtes, c'est toute une autre réalité qui apparaît. Nous l'avons rencontré sur son champ de 30 ha, labourant avec les autres un sol argileux sous l'ardent soleil de mai (il faisait 47° ce jour-là!). Il nous dit en souriant: «S'il m'était possible de labourer au coucher du soleil et même la nuit, je serais entièrement favorable à l'agriculture!» Répondant à sa boutade par un encouragement – la persévérance et après un long silence, il nous confia encore: «un nomade qui ne peut transhumer derrière son bétail à travers les grands espaces est un personnage tragique.» «Avant de prendre la route du sud, à notre grande honte, nous avions vu de grands hommes se donner la mort; la situation était telle qu'aux détresses visibles des uns, s'ajoutait le dénuement caché des plus fiers: vieillard sans ressources, grands éleveurs au troupeau décimé, femmes et enfants abandonnés. En vérité, tout valait mieux que cette situation là, même l'agriculture. Nos bienfaiteurs n'ont donc eu aucun mal à nous en convaincre et à nous retenir ici.» Après un soupir de résignation, il termina par un propos qui m'a convaincu par sa justesse. «A notre arrivée, une aide généreuse nous a permis de survivre, mais elle s'est vite arrêtée. Cette interruption ne me dérange pas, car je sais qu'en admettant qu'une assistance efficace aux nombreux nécessiteux que nous sommes peut assurer notre nourriture quotidienne, elle ne nous rendra jamais un bien aussi précieux que la liberté et surtout la fierté de nos tribus.»

Sous la pression des circonstances extérieures, les nomades contraints à la sédentarisation pourront-ils s'adapter à leur environnement? Une chose est sûre; même l'aide la plus adaptée qui soit ne peut jamais en l'espace de quelques années transformer le genre de vie séculaire de populations entières. L'histoire a toujours connu des phénomènes de sédentarisation des nomades, souvent dans des circonstances dramatiques et sur une longue période. C'est sans doute vrai. Mais ce qui est également vrai, c'est qu'une minorité de nomades a réussi, après la pire sécheresse de ces dernières années, à renouer avec son mode de vie et de production traditionnel et poursuivre son existence sans aide extérieure. □

Après les inondations au Soudan

Au-delà de la catastrophe, l'aide humanitaire doit continuer

Une catastrophe naturelle met souvent cruellement en évidence les problèmes sociaux fondamentaux du pays touché et notamment ceux des populations les plus défavorisées. Mais elle donne l'occasion aux organisations d'entraide d'accéder à ces populations et de mieux cerner leurs besoins. Le Soudan, touché récemment par des pluies diluviennes, en fournit un bon exemple. Une collaboratrice de la CRS, envoyée sur place pour superviser la distribution des secours, témoigne.

Verena Kücholl

Au lendemain de grandes catastrophes, la presse fait état, dans le monde entier, des problèmes majeurs du pays touché. Faisons, pour nous en convaincre, un tour d'horizon des titres que l'on pouvait lire dans les journaux suisses après les inondations de l'été dernier au Soudan, provoquées par le niveau élevé du Nil et les pluies diluviennes qui se sont abattues sur le pays. Du début au milieu du mois d'août, on pouvait lire: «Le Soudan appelle à l'aide», «Secours au Soudan: la pagaille», «L'aide s'organise», «Soudan: l'enfer au quotidien». Puis, c'est la tragédie provoquée par l'homme qui est venue au premier plan, comme par exemple ce titre: «Tragédie au Soudan: guerre et famine».

Guerre, famine, otages: après le chaos des premiers jours, et avec en toile de fond l'aide humanitaire qui s'organise, le vrai visage du pays commence à apparaître. Et tandis que l'opinion publique détourne son attention, commence pour les œuvres d'entraide un long travail. Elles cherchent des solutions pour les populations qui ont perdu le peu qu'elles possédaient dans les pluies, des hommes et des femmes qui vivent aux frontières du minimum vital.

Le sud affamé

Khartoum est à la fois la capitale du nord islamique et la capitale politique de l'ensemble du pays. Du nord sont partis le commerce des esclaves puis la colonisation, enfin les efforts de développement. Les Soudanais du sud ont une culture différente, ne sont pas musulmans mais principalement animistes et suivent les traditions de leurs ancêtres; seule une faible partie d'entre eux sont devenus chrétiens. Le sud du pays se défend contre la suprématie du nord et la législation qu'il impose et lutte pour un statut d'autonomie régionale. Ces conflits ont débouché sur une guerre civile qui a sévi de 1955 à 1972 et qui a éclaté à nouveau en 1982, après une très courte période de paix.

Le sud est un territoire en guerre. Y apporter de l'aide relève de l'exploit. Approvisionner la population non combattante en vivres n'est une priorité ni pour les troupes gouvernementales ni pour les combattants de la liberté; même une organisation humanitaire comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), dont le rôle est pourtant de défendre les populations civiles dans les régions en conflit, et qui a une grande expérience dans ce domaine, n'a réussi à ce jour qu'à rassembler du personnel et du matériel (vivres et avions notamment) sans pouvoir encore aller plus loin. Les négociations sont longues et pénibles. Jour après jour, les efforts se multiplient pour parvenir à un accord qui permettrait la distribution de vivres aux populations affamées dans le sud du pays.

Exode vers la capitale

Les organisations internationales sont empêchées d'agir et ne parviennent que sporadiquement à apporter leur aide dans le sud du pays; une situation qui a poussé les populations affamées à choisir l'exode. Pas moins de 300 000 personnes sont parties en direction du sud pour se réfugier en Ethiopie, le pays voisin, et environ 500 000, cette année seulement, ont pris la direction du nord pour s'établir à la périphérie de Khartoum. Et ce flux de réfugiés se poursuit. Chaque jour, sur la route du nord, on dénombre des dizaines de morts, de faim ou d'épuisement. Ce n'est qu'en empiétant sur la souveraineté nationale et en distribuant d'une manière impartiale les secours par-dessus les conflits et les divergences de toute sorte que l'on pourrait éviter le décès en masse des populations. Mais le fondement politique sur lequel reposent tous les Etats de la planète n'autorise pas de telles interventions. Notre «ordre mondial» s'effondrerait...

Les victimes des inondations

Ceux qui, malgré toutes les difficultés, parviennent jusqu'à Khartoum, s'installent à la périphérie de la ville et attendent que le gouvernement leur attribue officiellement un endroit où s'installer. Sur une population de quatre millions d'habitants, un million vit ainsi illégalement. Sur ce million, 40 % proviennent non pas du sud, mais de l'ouest et de l'est, d'où ils ont afflué, il y a quatre ans, poussés par la sécheresse qui a frappé la ceinture

Distribution de couvertures en laine aux sinistrés. Une telle opération se fait toujours dans une atmosphère tendue. Pour éviter que la situation n'échappe à tout contrôle, une organisation irréprochable et un travail efficace et consciencieux sont indispensables.

du Sahel. Les déplacés attendent la légalisation de leur séjour, mais ils ne l'attendent pas les bras croisés: ils doivent souvent recourir à tous les moyens possibles, bons ou mauvais, pour conquérir leurs droits. Pendant ce temps, les maisons se construisent, de terre ou de paille, on cherche du travail et on essaie de participer à la vie de la grande ville. La culture et les structures traditionnelles se perdent. Il faut lutter durement pour survivre.

Bien évidemment, ces clandestins ne vivent pas sur les meilleures terres. Installés dans des zones inondables, ils sont menacés par les crues; ces terres se trouvent dans les environs de l'immense décharge de la ville, ou même directement sur la décharge. Au mois d'août, les habitants ont subi des heures durant les assauts d'une pluie incessante qui a détruit peu à peu les habitations faites de paille ou de terre et fortement endommagé les autres. De nombreux toits se sont effondrés. Les rares possessions des habitants ont été entassées sur les lits et les chaises. En se déplaçant dans ces mares de boue, les gens se blessaient aux nombreux détritus qui jonchaient le sol.

Secours et... problèmes de distribution

Quelques heures à peine après l'appel en faveur du Soudan à la communauté internationale, des avions chargés de secours atterrissent dans le pays. Avant tous les autres, les pays arabes voisins s'engagent à récolter des dons et à les distribuer.

Et chaque jour, un nouveau problème trouve écho dans la presse mondiale; les reportages parvenant du Soudan secouent l'opinion internationale et engendrent des réactions.

On a pu lire un certain nombre de reproches par rapport à l'aide humanitaire, plus ou moins justifiés, qui se fondaient sur la défense des principes humanitaires et des intérêts des faibles:

- les militaires confisqueraient les secours apportés et les utiliseraient pour leurs troupes;
- le gouvernement distribuerait les biens uniquement aux musulmans et exclurait volontairement les autres communautés;
- Khartoum, en tant que capitale, distribuerait les marchandises en priorité à ses habitants et ignorerait les populations touchées par les pluies et les inondations dans tout le reste du pays.

Ces problèmes font partie du quotidien au Soudan. Mais dans une situation de catastrophe, l'opinion publique internationale exige que de tels rapports se modifient et que l'intérêt des populations faibles et défavorisées passe au premier plan des préoccupations afin que l'aide parvienne à ceux qui en ont le besoin le plus urgent. Dans un tel contexte, les organisations humanitaires sont en mesure d'imposer leurs méthodes de distribution privilégiant les plus défavorisés.

Les envois de secours provenant de la communauté internationale, particulièrement dans les régions en conflit, sont effectués de préférence en étroite collaboration avec des œuvres d'entraide privées, ou directement par elles. Le gouvernement ou l'armée du pays concerné devraient en conséquence laisser le «champ libre» à ces organisations humanitaires qui mettent sur pied, dans des délais très courts, des équipes fiables se déplaçant dans les régions sinistrées pour évaluer les besoins de la population et organiser la distribution des secours. Ces équipes viennent aussi bien de l'étranger que du pays même.

Les distributions doivent être organisées de façon professionnelle; la bonne volonté ne suffit pas. Imaginons par exemple que l'on achemine des secours dans une région ayant subi des inondations et que leur distribution soit confiée à la population sinistrée: il y a fort à parier dans ce cas que les plus forts soient à nouveau les plus rapides et que les plus faibles, personnes âgées, malades, femmes et enfants repartent.

Les travailleurs de l'humanitaire sous pression

La nouvelle de l'arrivée à Khartoum de nombreux avions chargés de secours s'est répandue comme une traînée de poudre et a éveillé de grands espoirs. Mais en même temps, la population a entendu dire que ces marchandises étaient retenues. Dans un tel climat de tension, le mécontentement et l'inquiétude des victimes de la catastrophe s'accentuent; les travailleurs des organisations humanitaires, pour la plupart des bénévoles, sont soumis de façon permanente à de fortes pressions.

J'étais présente au moment de la distribution de 12 000 couvertures dans la région de Khartoum. Les chefs de quartier avaient fourni aux familles dans le besoin, le jour précédant la distribution, un bon pour retirer des couvertures. Le jour J se sont réunies sur l'immense place 4000 familles (chacune d'entre elles avait droit à trois couvertures) et au moins autant d'accompagnants, de curieux et d'opportunistes. Lorsque, avec trois heures de retard, les trois camions sont arrivés, plus de 10 000 personnes attendaient déjà depuis des heures sous un soleil de plomb. Les habitants de chaque quartier en possession d'un bon se sont mis de façon disciplinée en une longue file pour retirer, l'un après l'autre, leurs couvertures.

Il est évident qu'en présence de plus de 10 000 personnes, il faut travailler de manière efficace et consciencieuse. Il importe d'éviter à tout prix les troubles, et cela avant tout dans une région où chacun doit lutter pour survivre. L'afflux de curieux qui gravitent autour des camions et espèrent recevoir une couverture supplémentaire ou essaient d'obtenir celles qui reviennent normalement à d'autres, représentent un grand problème. Cela rend la distribution extrêmement difficile et à la fin de la journée, les travailleurs bénévoles sont épuisés.

Reconstruire oui, mais comment?

Les tentes et les bâches distribuées quelque temps auparavant font un véritable contraste avec ces nombreuses habitations effondrées ou inondées, dont les murs ne sont souvent plus qu'un tas de terre. Les parties solides, comme le bois, les cadres de portes et les portes ont été réutilisées pour re-

(Suite en page 23)

Celui qui a tout perdu reçoit d'abord une tente. Et déjà, le sinistré doit se prendre en charge. A l'aide de matériel approprié, l'aménagement de la tente sera complété selon les besoins particuliers; parallèlement, s'élèvent les murs d'une future habitation. (Photos: Verena Kücholl)

sonnières. Durant six mois de l'année, il n'y a pas de travail. Dans l'intervalle, les journaliers ont besoin de moyens pour survivre. Comment se fait-il qu'un tel ouvrier, qui ne peut offrir aucune sécurité matérielle, obtienne un petit crédit? «La seule chose qui nous reste est notre parole d'honneur», répondent les sans-terres. Pour décrocher une avance, ils s'adressent d'abord à des parents proches un peu mieux lotis qu'eux, à des amis ou à des voisins qui ont réussi à mettre quelques sous de côté. Si cette démarche est infructueuse, ils se tournent vers des connaissances lointaines mais un peu plus riches. Il s'agit souvent du chef d'un parti politique villageois auquel ils adhèrent en contrepartie. Autre source de crédit: les vieilles femmes appartenant à des familles riches et qui prêtent leur argent «de cuisine à cuisine». L'octroi d'un crédit dépend toujours de relations personnelles. Pour bénéficier d'un prêt, le pauvre doit adopter l'attitude adéquate, il doit se montrer soumis et obéissant.

Les taux d'intérêt sont souvent déments. Le prix de l'argent augmentera plus le lien de parenté entre le débiteur et le créancier est lâche, plus la distance géographique qui sépare les deux parties est grande, plus le besoin de fonds est urgent, plus le nombre de villageois en mesure de prêter de l'argent est faible et plus le crédit rendra le débiteur dépendant économiquement. Ces taux peuvent varier de 0% pour les proches parents à 300%.

Peur de la raillerie et des coups, peur des banques

Le remboursement des prêts se fait généralement par mensualités ou encore lorsque l'affaire ayant fait l'objet de l'emprunt est conclue. Souvent, le délai échoit peu après les moissons, période à laquelle le prix des produits est bas et les bénéfices des pauvres faibles. Celui qui ne peut honorer sa dette se voit contraint de vider sa maison et de se défaire de son mobilier. Les sans-terres vivent dans la crainte perpétuelle de ne pas pouvoir rembourser leurs créances. En pareil cas, ils sont ridiculisés devant le tribunal villageois ou passés à tabac par les gorilles du prêteur. Le débiteur insolvable perd sa crédibilité devant les créanciers, sa parole n'a plus aucune valeur et il ne pourra jamais plus obtenir un prêt. C'est pourquoi le taux de recouvrement atteint presque 100% parmi les pauvres sans terres.

Il est évident que des crédits à des conditions plus avantageuses seraient les bienvenus pour les plus défavorisés. La solution la plus simple serait de passer par les banques. Toutefois, les banques, même celles qui sont spécialisées dans les crédits agricoles, sont hors de la portée des journaliers. Que pourraient-ils bien offrir comme garantie? De plus, un emprunt auprès d'une banque suppose la maîtrise de l'écriture, un privilège qui, dans un pays où le taux d'analphabétisme atteint 80%, n'est certes pas donné aux sans-terres. Que faire si le crédit est requis immédiatement et que la banque est fermée? Par ailleurs, les banques leur inspirent une certaine crainte, car, à leurs yeux, une banque est une chose anonyme, une institution qui ne trouve pas sa place dans leur monde où tout repose sur les contacts de personne à personne.

De l'argent pour le commerce et l'artisanat

L'utilisation de ces crédits est extrêmement variée. Dans les cas de grande urgence, par exemple à la suite d'une catastrophe naturelle ou lorsqu'un des membres de la famille exerçant une activité lucrative tombe gravement malade, les pauvres prennent un crédit pour couvrir leurs besoins les plus pressants (généralement 2 à 10 francs suisses). Un prêt (10 fr.) servira aussi à financer une affaire prometteuse, les conditions du marché faisant parfois qu'un bien acheté à bon prix dans un village peut être revendu avec un bénéfice dans la localité voisine. Pour monter un commerce de fruits, légumes, etc., certains pauvres à l'esprit d'initiative n'hésitent pas à emprunter de l'argent plusieurs fois par année (10 à 100 fr.). Une autre manière d'améliorer ses chances de survie consiste à utiliser les fonds prêtés (20 fr. environ) pour élever moutons, chèvres, canards ou poules. Les plus futés achètent un attelage de bœufs et une charrue (200 fr.) et vendent ensuite leurs services aux propriétaires terriens influents. Ceux qui maîtrisent un métier artisanal obtiennent facilement un prêt (jusqu'à 300 fr.) pour ouvrir une menuiserie, une poterie ou une forge.

Il existe également des crédits collectifs: deux ou trois personnes empruntent conjointement de l'argent, qu'elles investissent dans une affaire commerciale. Le créancier reçoit la moitié des bénéfices en intérêts. Cette répartition du profit à raison de 50% entre créancier et débiteur peut être étendue à toutes les activités lucratives. Un débiteur pourrait ainsi planter quelques bananiers sur les terres de son créancier. Tant que l'affaire est productive, le propriétaire foncier et le preneur de bail se partagent la récolte.

Le génie des pauvres

Bien que le système des baux et du crédit contribue en grande partie à l'appauvrissement d'importantes couches de la population, il stimule également la créativité des pauvres, ce qui ressort des constatations ci-dessous.

- Les plus pauvres sont dignes de confiance et, contrairement aux plus riches, ils tiennent leurs promesses.
- Les sans-terres sont capables de travailler d'arrache-pied.
- L'entraide est très répandue; tant que la situation économique le permet, les pauvres se soutiennent bon an mal an.
- En renversant le rapport bailleur/preneur de bail, une famille pauvre peut à nouveau devenir propriétaire terrien.
- Les pauvres parviennent à se procurer de l'argent pour survivre sans passer par les banques, mais en recourant aux sources officieuses.

La CRS soutient les banques villageoises

Dans les régions où la CRS, conjointement avec le Croissant-Rouge du Bangladesh, construit des maisons pour les populations victimes des inondations, elle collabore avec la «grameen bank» (banque villageoise). L'idée de cette banque est née à l'Université de Chittagong. Elle prouve que des moyens simples permettent de concrétiser une politique favorable aux pauvres. La banque villageoise pratique un système de crédits adapté aux capacités des pauvres. Ses principes sont les suivants:

- Ce n'est pas l'homme qui va à la banque, mais la banque qui va à la rencontre de son client potentiel.
- Le système conventionnel de la garantie des créances doit être abandonné. Ce n'est plus la propriété matérielle qui est déterminante pour l'octroi d'un prêt, mais le tissu social. Or, comme les sans-terres manquent souvent de contacts sociaux, une sécurité sociale sera créée en les réunissant au sein d'un groupe.
- Les taux d'intérêt et les conditions de remboursement ne doivent pas conduire à l'endettement et à l'appauvrissement.
- L'octroi des crédits doit être lié à une assurance sociale et une assurance contre les risques.
- Les emprunteurs, en leur qualité de petit groupe, décident eux-mêmes de l'octroi du crédit, en fonction de leurs propres besoins.
- Les crédits ne doivent pas être uniquement alloués à des individus, mais aussi à des groupes de familles.

Pour exercer une activité artisanale, par exemple pour construire des barques, il est particulièrement facile de trouver des créanciers. Les artisans ont la réputation d'être dignes de confiance. (Photos: Claude Ribaux)

Dans la pratique, ce système se présente comme suit:

Les collaborateurs de la «grameen bank» s'adressent aux villageois dans un environnement qui leur est familier. Ils commencent par leur expliquer les principes de la banque, sans que cet entretien ne les engage. Ensuite, les emprunteurs potentiels doivent former des groupes de quatre à cinq personnes, hommes et femmes séparés. Seuls les villageois les plus pauvres sont pris en considération: les sans-terres et les petits paysans propriétaires de moins de 10 ares.

Chaque groupe élit un ou une chef et les deux personnes les plus défavorisées du groupe obtiennent un premier crédit pouvant aller jusqu'à 100 francs. Le bénéficiaire décide lui-même de l'usage qu'il fera de l'argent. La banque ne s'en mêle pas. Il faudra attendre que les deux premiers débiteurs commencent à rembourser leur dette pour que les autres membres du groupe puissent à leur tour décrocher un crédit quatre à six semaines plus tard. A compter du jour où le groupe est créé, chaque membre du groupe doit verser hebdomadairement l'équivalent de 5 centimes dans un fonds commun. En outre, 5% de chaque crédit sont prélevés pour être transférés dans le fonds. Ainsi, le groupe constitue peu à peu son propre capital, qu'il pourra utiliser pour octroyer des prêts à ses membres.

Ce système est plus qu'une garantie matérielle, car au sein de ces groupes chacun se porte garant de l'autre. Chacun veille à ce que l'autre rembourse ses dettes dans les délais, sinon il serait lui-même privé de crédit. En pratiquant un taux d'intérêt de 13%, la «grameen bank» couvre ses propres frais sans surcharger les pauvres. D'ailleurs, dans les villages où se sont installées de telles banques, nombre d'usuriers ont été mis hors circuit.

L'exemple de la «grameen bank» montre que pour réellement atteindre les plus pauvres, il faut d'abord investir dans l'homme. Les besoins en argent sont relativement modestes, mais la motivation doit être forte et l'organisation sans faille. La «grameen bank» renforce la confiance des démunis en eux-mêmes, en ce qui leur est resté, leur savoir, leur imagination et leur courage. Pour soutenir efficacement ce travail, la CRS a, elle aussi, besoin de courage, du courage afin de désigner les personnes qu'elle veut aider et de résister à la pression de toutes les autres qui voudraient tirer profit de la situation. □

Au-delà de la catastrophe, l'aide humanitaire doit continuer

(Suite de la page 12)

construire des maisons de fortune. De telles constructions leurs bénévoles sont épuisés. construire des maisons de fortune. De telles constructions abritent à peine du soleil ou des regards des voisins.

Alors que certaines familles couchent encore à la belle étoile, d'autres commencent déjà à reconstruire une maison de terre en utilisant les excréments d'âne comme ciment. Les murs sont encore bas. Il faut commencer par façonner les briques qui seront séchées au soleil, puis empilées à raison de trois rangs à la fois; il faut ensuite les laisser sécher durant trois jours encore.

Comme nous nous trouvons en zone non planifiée, c'est-à-dire sur des terrains pour lesquels le gouvernement n'a pas accordé d'autorisation de séjourner, les habitations ne sont que provisoires ou, autrement dit, illégales. La plupart des personnes qui ont perdu leur maison vivent illégalement et c'est précisément à eux que les donateurs veulent faire parvenir leur aide. Pouvoir aider à la reconstruction de maisons, apporter à chaque famille des couvertures, des ustensiles pour faire la cuisine et pour manger, les approvisionner en eau potable et en médicaments de base est le souhait de tous, mais ce chemin sera long et semé d'embûches.

Les œuvres d'entraide ne peuvent pas bâtir des maisons illégalement comme le font les particuliers; en revanche, elles jouissent d'une meilleure audience que ces derniers auprès des autorités. Le gouvernement soudanais est en train d'élaborer un projet et de fixer une marche à suivre pour permettre aux réfugiés, un million de personnes, de s'installer définitivement; son rêve serait bien sûr de renvoyer chez elles ces populations qui ont afflué vers la capitale, mais cela est utopique. Il serait plus réalisable d'octroyer des terrains pour de petites communautés dans les environs de Khartoum, de les pourvoir de l'infrastructure nécessaire (eau, routes, bus, administration, marché, écoles, services médicaux, etc.) et de mettre à disposition quelques terrains agricoles. Les œuvres d'entraide internationales peuvent apporter leur concours à ce type de projets.

L'autre projet du gouvernement consiste à mettre sur pied des centres le long des routes de l'exode afin d'arrêter le flux des réfugiés loin de Khartoum et de faire en sorte que ces derniers s'établissent à ces endroits. Etant donné qu'il s'agit d'agriculteurs, il sera indispensable de leur procurer des terres et des outils pour que, tout simplement, ils puissent vivre.

La porte doit rester ouverte

Les problèmes du pays, guerre, sécheresse, pauvreté, se manifestent par un afflux illégal de réfugiés à la périphérie de la capitale et cette ceinture de misère se referme sur Khartoum. C'est pourquoi il est dans son intérêt de trouver une solution très rapidement.

Les inondations qui on sévi au mois d'août ont rendu l'opinion publique attentive, dans de nombreuses parties du monde, aux problèmes que connaît le sud du Soudan; mais il est à souhaiter que les articles parus aient également incités les hommes à réfléchir au sort des populations moins bien loties sur la planète.

Cette catastrophe a ouvert aux organisations humanitaires l'accès aux personnes déplacées dans la périphérie de Khartoum. Les nations riches ont collecté des fonds pour l'aide d'urgence et la reconstruction. Les œuvres d'entraide, à qui ces fonds ont été confiés, multiplieront les efforts pour que, après la période de crise, la porte ne soit pas tout simplement refermée. Elles doivent être les médiatrices d'une politique des réfugiés à visage humain, afin de pouvoir, sur cette base, apporter une aide efficace au travail de reconstruction. □